

# **CENTRAFRIQUE 1993-2003**

**La politique du Changement  
d'Ange Félix Patassé**

## Études Africaines

Collection dirigée par Denis Pryn et François Manga Akoa

---

### Dernières parutions

Elliott Anani SITTI, *Investir en Afrique pour gagner*, 2012.

Edgard GNANSOUNOU, *En finir avec le franc des économies françaises d'Afrique*, 2012.

Philippe NKEN NDJENG, *L'idée nationale dans le Cameroun francophone, 1920-1960*, 2012.

Pierre Esaïe MBPILLE, *Les droits de la femme et de l'enfant : entre universalisme et africanisme*, 2012.

Michel BOURGEOIS, *Senghor et la décolonisation. Radio Dissóó, la révolte paysanne*, 2011.

Abderrahmane M'ZALI, *La coopération franco-africaine en matière de Défense*, 2011.

Aly Gilbert IFFONO, *Naître, vivre et mourir en pays kisi précolonial*, 2011.

E. Libatu LA MBONGA, *Espoirs déçus en République démocratique du Congo*, 2011.

Paulin KIALO, *Parcs nationaux et diplomatie environnementale au Gabon*, 2011.

Justine DIFFO TCHUNKAM, *Droit des activités économiques et du commerce électronique*, 2011.

Kouadio A. ASSOUMAN, *Le rôle des Nations Unies dans la résolution de la crise ivoirienne. Tome 1 : Soutien aux initiatives françaises et africaines. Tome 2 : Soutien à l'accord politique de Ouagadougou*, 2011.

Adrien DIAKIODI, *La société kongo traditionnelle. Modèle pour l'Union africaine*, 2011.

Divine Edem Kobla AMENUMEY, *Les Éwé aux temps précoloniaux. Une histoire politique des Anlan, des Guin et des Krépi*, 2011.

Joseph ITOUA, *Otwere et justice traditionnelle chez les Mbosi (Congo-Brazzaville)*, 2011.

Alfa Oumar DIALLO, *Pratiques et recherches éducatives en chimie en Guinée-Conakry*, 2011.

Clotaire SAULET SURUNGBA

# **CENTRAFRIQUE 1993-2003**

## **La politique du Changement d'Ange Félix Patassé**

*Préface de Mathias Gonéyo-Répagó  
Postface de Dédé Massamba*

L'Harmattan

Du même auteur

*Plaidoyer pour l'initiation et la vulgarisation scientifiques  
en Centrafrique*

Cahiers du Centre Protestant pour la Jeunesse-Bangui-  
novembre 1982

*Assumons notre centrafricanité, ici et maintenant...*  
sozoala.com, janvier 2005

*Pour une nouvelle approche du développement en Afrique*  
Afrique Diagnostic, mensuel N° 506-Paris- juin 2005

*Les « laïcités africaines » face au défi de l'intégration  
Présence africaine et valeurs républicaines :  
Apport des Groupes et Eglises issus de l'immigration  
Colloque Eglises et Immigration - Paris, mars 2006*

© L'Harmattan, 2012  
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
diffusion.harmattan@wanadoo.fr  
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-56920-1  
EAN : 9782296569201

Je dédie cette œuvre...

...à mon regretté père, **Michel SAULET**, brave fils de Mbindo,  
dans la sous-préfecture de Satéma, préfecture de la Basse-Kotto,

...à ma regrettée mère, **Pauline KOUGUET**, brave fille de  
Kaga - Bandoro, dans la préfecture de la Nana-Grébizi,

...à toute la Famille **Zin Monga**,

...à toutes les victimes innocentes de la folie humaine en  
Centrafrique.



## PRÉFACE

A la lecture de cet opuscule riche en enseignements à la fois historiques et pédagogiques, on pourrait accorder crédit à l'assertion de cet homme : les sciences mènent à tout.

En effet, venu du fin fond d'études scientifiques, féru des équations de Maxwell, des lois de Newton ou du théorème de Pythagore, l'auteur, Clotaire Saulet Surungba, refuse pourtant de se cantonner dans son domaine de prédilection, les sciences physiques. Depuis des décennies, tel un fouineur indéfectible, il comptabilise, dissèque, analyse les moindres événements attendant à l'histoire de notre pays, la République centrafricaine. Il accroche tout, voire les histoires que d'aucuns qualifieraient volontiers d'épiphénomènes. Son vieux carnet décrépit, aux pages noires et saturées de griffures multicolores, contient une floraison de faits et gestes de nos concitoyens, du César à la tête chargée de couronne au paysan dépenaillé. Nous y voyons aussi défiler la colonisation, le travail forcé, la lutte de libération, l'indépendance, la liberté, la trahison, la mal gouvernance, la désillusion, la révolte, bref, la marche à pas cadencés mais trop souvent tragique de notre peuple. Nous voyons émerger de l'ombre des figures mythiques, Baram Bakeï, Karinu, Samba-Ngoto, Zin Monga, Rafai, Senoussi, Bangassou, Boganda, Goumba ; d'autres, ubuesques mais tyrannique : Bokassa, d'autres encore, bellicistes, éminemment tribaliste mais revêtu du manteau de populisme : Patassé.

Toujours dans ce carnet décrépit, on croise le destin mi-pacifiste, mi-mystique d'un certain Kolingba et celui plus folklorique de Bozizé, confondant les épîtres de Paul aux articles de la Constitution. Un ramassis d'individus dont certains auraient dû n'avoir jamais existé, mais qui, hélas, marquent à jamais l'histoire de notre pays d'un sceau indélébile.

Dans *Centrafrique 1993-2003. La politique du Changement d'Ange Félix Patassé*, Clotaire Saulet Surungba s'efforce de faire œuvre d'historien quand bien même certains passages

cachent mal ses relents partisans. Nous l'excuserons en essayant pour notre part de nous attacher uniquement à sa démarche rigoureuse et qui consiste à remonter à la source des évènements pour ensuite les disséquer point par point.

Il s'intéresse ici à la période s'étalant de 1993 à 2003, la décennie du règne d'Ange Félix Patassé. Il essaie autant que faire se peut, de comprendre comment cet homme, élevé au rang des dieux par ses partisans, a pu sombrer dans le tragique avec les conséquences funestes que nous connaissons encore aujourd'hui, à savoir, l'insécurité permanente avec la prolifération des groupes armés et des rebellions étrangères qui ont élu domicile en terre centrafricaine.

Clotaire Saulet Surungba prend pour point de départ, un quiproquo ou plutôt, la dualité de l'homme Patassé, tribun rompu, mais aussi démagogue et menteur des plus achevés. Face à des paysans incultes, n'importe quel escroc à la verve facile pourrait apparaître comme le messie. Ce fut le cas en 1993, une année où tous les compteurs économiques de la RCA furent remis à zéro après trois ans de conflits larvés ponctués par des marches, sit-in et grèves. De tout le gratin politique qui promettait monts et merveilles, Patassé apparaissait comme le seul faiseur de miracles. Lui-même se disant descendant des anges et donc, envoyé de Dieu, il n'en fallait pas plus pour que les laissés pour compte fasse de lui leur porte étendard.

L'auteur qualifie la période post électorale d'euphorique, période où toute hache de guerre était enterrée et où, syndicats, ouvriers, patrons, hommes politiques fumaient le calumet de la paix. On chantait l'hymne à la concorde nationale, chacun calculait déjà les millions de CFA qui tomberaient à la fin de chaque mois dans sa corbeille. Le président Patassé avait récupéré la machine à sous cachée au Cameroun, et l'avait installée à Fouh, au fin fond du quartier. Marabéna servait de grand argentier et à chaque meeting, comptabilisait les grosses coupures qu'on acheminerait bientôt à la Bourse du travail, là où les braves travailleurs tout euphoriques battaient le tam-tam...Même les paysans dansaient dans les champs après la promesse de versement des prébendes de leurs récoltes de coton

et café. L'euphorie, cette illusion de plénitude où l'on se prélassait dans un état de jouissance sans borne, au-delà de l'espace et du temps, totalement déconnecté du réel. 1993, année de bonheur, année de rêve pour un peuple à qui on avait tout promis. Et le rêve se transforma en cauchemar.

Clotaire Saulet Surungba nous fait revivre pas à pas cette grande désillusion après seulement une année des élections. Désenchantement des travailleurs lassés des promesses fumeuses du "grand camarade" Patassé, accumulation de trois nouveaux mois d'arriérés de salaires en sus des onze du précédent régime, recrutement et promotion dans la fonction publique sur des bases régionalistes, d'appartenance au parti MLPC ou au syndicat OSLP. Du côté des scolaires, la bourse des étudiants, qualifiée par le messie de goutte d'eau, se transformait en marécage de sable mouvant. Les coupeurs de route et autres bandits de grand chemin paradaient au grand jour, rançonnant et détroussant sans vergogne les pauvres voyageurs. Et, pour couronner le tout, l'éclatement de l'Armée par la volonté délibérée de renvoyer dans leur foyer tous les éléments issus des régions sud, sud-est et centre du pays. Ce qui déclencha en 1996 la série de mutineries et acheva de consumer le maigre tissu de l'unité nationale.

Dans une analyse méthodique, emprunt d'accent patriotique, Clotaire Saulet Surungba nous fait entrer dans l'univers sombre de la politique. Nous revivons avec lui notre propre histoire, celle à laquelle nous avons participé, parfois à notre corps défendant. Nous y prenons notre part de responsabilité, nous y assumons notre part d'acteur ou de simple spectateur. Nous nous sentons interpellés dans notre for intérieur, parfois par notre silence coupable, notre trahison ou encore notre implication directe dans certains événements décrits dans l'ouvrage.

L'erreur fatale aura été d'avoir placé à la tête de l'état un homme que nous savions issu du sérail de Bokassa, un individu qui, pendant douze ans, a partagé toutes les frasques du tyran,

un individu qui a traversé toutes ces années de crimes d'état sans une égratignure. Il fallait se voiler la face pour ne pas voir dans les yeux de cet homme les prémisses de l'holocauste qu'il préparait. Le réveil a été douloureux. C'est justement ce péché que Clotaire Saulet Surungba a voulu jeter à la conscience de chaque Centrafricain tout en proposant une autre voie possible du développement à travers ce qu'il appelle le **Changement endogène**. Chacun appréciera.

Mathias Gonéyo-Répagó  
Ecrivain, journaliste

## PROLOGUE

L'histoire de la République centrafricaine indépendante peut être décomposée en trois grandes périodes, caractérisées par des manifestations de liesse populaire suivies d'une grande désillusion.

La première période, celle de l'euphorie de l'Indépendance dans l'interdépendance, a été marquée par la signature, en juillet 1960, des accords non négociés de transfert de compétences et de coopération avec la France. Le territoire de l'Oubangui-Chari venait d'accéder à la souveraineté internationale depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1958, sous l'appellation de République centrafricaine. Du début des années 60 au début des années 90, en passant par la fin de la monarchie anachronique de 1976-1979, le nouvel Etat qui a perdu sa boussole le 29 mars 1959 par la disparition tragique de son Fondateur, Barthélemy Boganda, n'a pas pu s'asseoir sur des bases qui consolident l'avènement d'un état de droit. Trente années n'auront pas suffi à sécher les larmes de tous ceux et de toutes celles qui, dans le plus grand anonymat, s'emploient à donner vie à cette terre bénie des dieux et que la folie des hommes ne cesse d'inscrire sur la voie du non - développement...

La deuxième période a été celle des élections pluralistes de septembre 1993. Ces dernières consultations ont été accueillies avec un très grand espoir. Espoir de corriger fondamentalement la manière de conduire un pays qui s'est donné démocratiquement un Président de la République. Pour le peuple, le 1<sup>er</sup> janvier 1966 qui a vu l'arrivée du colonel Jean-Bedel Bokassa, le 21 septembre 1979 avec l'opération Barracuda qui a remis en selle David Dacko, tout comme le 1<sup>er</sup> septembre 1981, apparition du Comité militaire de redressement national (CMRN) avec le général André Kolingba, sont apparus dorénavant comme des méthodes que le pays s'était décidé de renvoyer aux oubliettes, pour rentrer fièrement dans le concert des nations démocratiques. Mais ce « CHANGEMENT » qui devrait permettre au pays de s'engager avec efficacité dans la guerre économique dont les prémices auront été la dévaluation du

CFA en janvier 1994, n'a été qu'un mirage... Durant dix années, la République centrafricaine a défrayé la chronique avec son cortège de discours pseudo - révolutionnaires, pseudo -panafricanistes entraînant dans son sillage assassinats, empoisonnements des opposants politiques et des citoyens de la société civile, et ne s'arrêtant devant aucun scandale politico-financier. Très tôt, l'euphorie du « CHANGEMENT » a tourné au cauchemar...

Troisième période. L'entrée triomphale à Bangui des Libérateurs avec le général François Bozizé Yangouvonda. Depuis le 15 mars 2003 et l'euphorie de la Transition consensuelle, où va le Centrafrique dans sa quête perpétuelle ? Se dirige-t-on vers une troisième ou quatrième désillusion ?

Dans cet aperçu historique, je me propose d'apporter une contribution à la compréhension de certains faits qui, hélas, justifient encore aujourd'hui l'absence de notre pays sur l'échiquier international. Je voudrais surtout faire écho à tous ceux qui ont perçu très tôt l'homme Patassé comme le facteur déterminant de toute politique ségrégationniste en Centrafrique et expliquer ainsi son échec à la tête du pays.

Je ne suis pas un historien patenté pour prétendre fixer pour l'avenir, tout un pan de l'histoire du Centrafrique. Toutefois, je m'en voudrais, en tant que citoyen responsable, de ne pas témoigner de ce que j'ai vu, de ce que j'ai entendu, de ce que j'ai perçu et modestement fait. « *Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements* ». Tout en partageant cette pensée d'Honoré de Balzac, j'affirme tout de suite que je n'ai nullement l'intention de remuer le couteau dans une plaie qui se cicatriserait, ni aller à contre-courant des efforts que nous devons tous entreprendre pour parvenir à une véritable réconciliation nationale. Ma préoccupation est celle d'un citoyen lambda qui veut lutter contre l'oubli, lutter contre le mensonge et lutter contre la manipulation ou toute forme de révisionnisme. A ma manière... Car, comme le dit le poète américain Santayana, *tout peuple qui oublie son passé est condamné à le revivre*.

J'ai voulu enfin répondre à l'appel de toutes ces personnes qui, à la lecture de « Devoir de mémoire » publié en janvier

2005, ont souhaité une large diffusion de ce texte en un petit livre. Qu'il me soit permis de les remercier encore une fois de plus ici pour leurs soutiens et témoignages, notamment sur le site « centrafricanophile » Vouko Moundjou<sup>1</sup> à cette occasion. J'ose également apporter quelques éléments de réponse aux multiples interrogations que d'aucuns se poseraient sur certains événements qui ont ponctué la décennie 1993-2003, règne de Patassé en Centrafrique.

Que ces pages puissent informer davantage sur quelques aspects de la gouvernance de Patassé avec son parti le MLPC qu'une conception de la social-démocratie dans le contexte centrafricain, a contribué à la destruction du pays à tous les niveaux. Gageons que Martin Ziguélé, ancien et dernier Premier ministre de Patassé, saura se départir radicalement de cette « social-démocratie des Tropiques » dans son action de reconstruction de ce parti, car les mêmes causes ont toujours produit les mêmes effets...

---

<sup>1</sup> Louis Gelin, administrateur du site [www.sozoala.com](http://www.sozoala.com) et ami du Centrafrique et des Centrafricains, a adopté le surnom de Vouko moundjou qui signifie littéralement en sango, noir blanc ou mieux, "blanc dehors noir dedans".

A l'origine, l'expression Moundjou vouko ou "noir dehors blanc dedans" que les linguistes puristes écrivent Munzu vuko, signifie littéralement, blanc à la peau noire. Comme l'indique Jean -Bosco Péléket dans « Bambari, pour une nouvelle capitale de la RCA-Paris, juillet 2003 », les Ngbandi ont utilisé ce sobriquet pour affubler les miliciens et les supplétifs Noirs au service des colons dans les années 1910. Ces Munzu vuko étaient aussi brutaux et arrogants à l'égard des populations autochtones que les colons en quête de caoutchouc, de l'or ou du diamant.

Le sens de l'expression a évolué par la suite et sont appelées « Munzu vuko », toutes ces personnes d'origine centrafricaine qui ont fait des études et, au lieu de préserver une identité propre, s'emploient à singer le blanc, en raison de l'acculturation.

Louis Gelin a inversé les termes de cette expression en Vouko moundjou ou Vuko munzu.



# CHAPITRE I

## Le fou du roi

Le 16<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'Etat de France et d'Afrique de juin 1990 de La Baule a mis l'accent sur les défis que devra relever l'Afrique au cours de la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle. En dehors du sempiternel problème de développement, l'un de ces défis a été la Démocratie et le président François Mitterrand, en liant l'aide à la démocratisation des régimes de partis uniques africains, a apporté un appui implicite aux démocrates du continent...

En République centrafricaine, le régime du général André Kolingba avait proclamé une adhésion de principe à un pluralisme politique et syndical. Le caractère « multi tendanciel » du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), obtenu au congrès de Berberati, constituait ce virage. Sur le plan syndical, à la Confédération nationale des travailleurs de Centrafrique (CNTC) qui a survécu durant la trêve imposée par le Comité militaire de redressement national (CMRN) en 1981 sont venues s'ajouter l'Union syndicale des travailleurs de Centrafrique (USTC), la Confédération chrétienne des travailleurs de Centrafrique (CCTC) et la Confédération syndicale des travailleurs de Centrafrique (CSTC).

Le paysage politique va s'étoffer avec la réactivation du Front patriotique Oubanguien-Parti du travail (FPO-PT) devenu Front patriotique pour le progrès (FPP), du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), de l'Union pour la démocratie centrafricaine (UDC), du Parti social-démocrate (PSD), du Mouvement de l'évolution sociale en Afrique Noire (MESAN), du Mouvement pour la démocratie, l'indépendance et le progrès social (MDI-PS), de l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP), du Forum civique (FC), de la Convention Nationale (CN), du Mouvement démocratique pour la Renaissance de Centrafrique (MDREC) et d'une multitude de petits partis et associations politiques dont l'Effort Libéral en Afrique Noire (ELAN)...

Partout en Afrique, la « conférence nationale souveraine » va apparaître comme la voie incontournable pour parvenir à une véritable démocratie. Pourtant, en 1980 déjà, le génie centrafricain avait initié le « séminaire national de réflexion », véritable « conférence nationale souveraine »...En effet, la République centrafricaine, restaurée après l'Opération Barracuda qui a mis un terme à la monarchie constitutionnelle de Bokassa 1<sup>er</sup>, s'est engagée déjà sur la voie de la démocratie et de l'état de droit, objectifs de ces conférences nationales souveraines...

Pour le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), ses alliés d'une partie de la société civile et du Forum civique (FC) du général Timothée Malédoma, le grand débat national était le type de forum approprié, au regard de la spécificité du contexte politique centrafricain.

L'opposition politique radicale, la société civile et les travailleurs organisés dans les centrales syndicales, vont engager des luttes pour l'instauration de la démocratie. Le cadre de travail et de lutte a été le Comité de coordination pour la convocation de la conférence nationale (CCCCN ou 4CN). Le CCCCCN, présidé par Aristide Sokambi et appuyé par la communauté internationale - comme en témoigne la forte implication de l'Ambassadeur des Etats-Unis à Bangui, Simpson, muté plus tard au Zaïre de Mobutu -, s'est employé à tout mettre en œuvre pour faire échec à la tenue du grand débat national (GDN).

En cette matinée du samedi 1<sup>er</sup> août 1992, la République centrafricaine allait vivre un moment capital de son existence. Depuis la vague des conférences nationales souveraines qui avaient balayé plusieurs régimes politiques sur le continent africain, le pouvoir vacillant du général André Kolingba tenait à se démarquer d'une sorte de « suivisme politique » en vogue, en inaugurant le grand débat national. Ce forum national que d'aucuns avait baptisé, « grand dégât national », comme pour conserver le sigle « GDN », avait été la réponse du pouvoir de Bangui à l'opposition politique qui réclamait depuis des mois, la tenue d'un « séminaire national de réflexion bis » à savoir, une conférence nationale souveraine. Il convient de rappeler que Jean-Paul Ngoupandé avait été le premier Secrétaire

exécutif du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), le parti du général André Kolingba, instigateur de ce forum national. Toute la classe politique centrafricaine et la société civile s'étaient données rendez-vous dans cette partie de la ville de Bangui qui englobe la cité OCAM abritant le ministère des affaires étrangères, l'université de Bangui, le stade Barthélemy Boganda, la Bourse du travail et les vestiges du stade omnisports, siège du couronnement de l'empereur Bokassa 1<sup>er</sup>.

L'avenir du pays allait se jouer dans ce quadrilatère irrégulier délimité par l'avenue des Martyrs, l'avenue de France, l'avenue de l'Indépendance et la bretelle joignant l'avenue des Martyrs à l'avenue de l'Indépendance et qui passe au niveau du Centre national de basket-ball "Martin Ngoocko". Cette zone, en l'espace d'une matinée, rassemblait tout le gratin de ce que le pays comptait comme militants politiques, militants associatifs, hommes et femmes d'églises, militaires et gendarmes... Les plus hautes autorités de l'Etat, toute la société civile ainsi que les centrales syndicales proches du pouvoir ou de l'opposition s'affrontaient à distance, les unes en participant à la cérémonie d'ouverture du grand débat national à l'intérieur de la grande salle de conférence du ministère des affaires étrangères, les autres, en manifestant contre cette rencontre, aux alentours de la Bourse du travail et du palais omnisports...

Ce fut à l'appel du Comité de coordination pour la convocation de la conférence nationale souveraine (CCCCN) que les travaux du grand débat national, présidés par Jacques Mboosso qui avait eu à conduire la phase préparatoire, allait donner lieu à cette surchauffe politique en ce premier jour du mois d'août...

Après des semaines de travail préparatoire pour les uns et de lutte pour faire capoter la tenue des travaux du grand débat national pour les autres, le camp de l'opposition politique modérée et une partie de la société civile s'étaient retrouvés aux côtés du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) et de l'administration dans la grande salle de l'hémicycle des affaires étrangères. Les membres de l'opposition radicale et l'autre partie de la même société civile étaient maintenus à quelques encablures du lieu de ce forum national par les forces

de l'ordre. Une marée humaine avait pris d'assaut la Bourse du travail jusqu'au niveau de l'immeuble de la société centrafricaine des télécommunications (SOCATEL). La circulation automobile et autres étaient perturbées sur la portion de l'avenue de France, bordée de part et d'autre par l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), la Faculté de théologie évangélique de Bangui (FATEB) et le palais des sports. Le déploiement des éléments de l'escadron blindé autonome (EBA), les redoutables « bérets bleus », ne laissait aucun doute de la détermination des pouvoirs publics à faire tenir ce forum dans la sérénité. Les taxis « jaune -noir » et les minibus de transport en commun en provenance du « Kilomètre 5 » par l'avenue de France, étaient systématiquement déviés au carrefour du lycée des Martyrs vers l'avenue Boganda. Pour aller au centre national hospitalier universitaire de Bangui par exemple, il fallait emprunter la portion de l'avenue qui mène à l'avenue Boganda et accéder au quartier Saïdou au niveau du pont Dékongou et passer ensuite du côté du National Hôtel par les ruelles qui longent le lycée Marie Jeanne Caron. Avec les survols des bimoteurs estampillés MOCAF sous les ailes et que les Banguissois ont coutume d'appeler « Air Bangui », une atmosphère de crise régnait, en cette matinée, sur « Bangui, ville de Pari »...

Les nombreux participants au grand débat national, depuis la salle climatisée de « Da ti gugu », comme aiment le dire les journalistes de Radio Centrafrique, ne pouvaient pas imaginer que ça chauffait dehors, au sens propre comme au sens figuré...

Les hautes herbes, pendant cette saison des pluies, avaient envahi les alentours du stade Boganda et du palais des sports. Et il était impossible de voir tout ce qui se passait au-delà de la Faculté des Sciences jouxtant les vestiges de ce qui fut le temple du sport. Aujourd'hui, le nouveau stade de 20 000 places se dresse en ces lieux.

Les éléments de l'escadron blindé autonome (EBA) avaient naturellement eu pour instruction d'interdire l'accès de l'université et du ministère des affaires étrangères à tout véhicule non autorisé et de tenir à distance les manifestants qui, eux, mettaient tout en œuvre pour faire le contraire. Au cours des échauffourées dans les hautes herbes, un manifestant fut

mortellement touché. C'était le docteur Claude Conjugo...La mort du docteur Conjugo, ce brave fils du Mbomou, allait ternir les assises de ce forum.

A l'intérieur de l'hémicycle du ministère des affaires étrangères, une autre partition était en train d'être jouée. Un délégué syndical qui ne comprenait pas que, depuis toujours, une « laïcité moderne et partagée » qui, tout en reconnaissant à la centrafricaine un type de séparation des Eglises et de l'Etat, était en phase avec cette habitude de faire précéder toutes les grandes cérémonies officielles par des prières, dites par un pasteur, un prêtre ou un imam, n'avait pas été observée lors de l'ouverture des travaux, s'agitait dans son fauteuil. Cette « laïcité » spécifique, en raison de la grande religiosité propre au Centrafricain, signifiait non seulement une cohabitation entre les principales confessions religieuses que sont le protestantisme, le catholicisme et l'islam, mais aussi il était normal que le nom de Dieu ou Allah fût évoqué dans les bureaux ou les discours officiels sans pour autant risquer de tendre vers une quelconque théocratie...

Curieusement, ce matin-là, à l'ouverture du grand débat national, on avait oublié de placer cette importante cérémonie sous la protection divine. On avait oublié de demander à un pasteur, à un prêtre ou à un imam de prier. Et pourtant, dans ce pays, le chef de l'Etat, le général d'armée André Kolingba avait décrété le 30 juin de chaque année, journée nationale de jeûne et de prières...

*« Monsieur le Président, je demande une motion d'ordre !  
Monsieur le Président, motion d'ordre ! »*

Les délégués au grand débat national s'étaient sans doute demander, en ce début de cette réunion capitale, ce que ce « trublion » allait dire... D'autres s'étaient probablement interrogé sur ce que voulait faire « le petit frère de l'autre ». Car nous sommes dans un pays où on a toujours tendance à nommer même une personne majeure, par les liens qu'elle pourrait avoir avec une personnalité...Alors que j'assumais complètement les responsabilités de mes actes, nombre de gens avaient pris cette sale habitude de me nommer en faisant un rapprochement avec mon frère aîné, le député Hubert Saulet-Yavro.

Visiblement, ma sortie était inattendue et bien des délégués ne verraient pas d'un mauvais œil que les services de sécurité interviennent pour me faire sortir de la salle. En tout cas, avec mon badge de la Confédération chrétienne des travailleurs de Centrafrique (CCTC), j'avais les mêmes droits que n'importe qui dans cette grande salle de l'hémicycle du ministère des affaires étrangères qui doit abriter les travaux historiques du grand débat national, convoqué en lieu et place de la conférence nationale souveraine, au grand dam de l'opposition radicale centrafricaine. Ma centrale syndicale m'avait désigné ainsi que Louis-Salvador Ngho, Carlos Feyangai Mobé Alla, Jeanne Agou, Jean Damossa-MBamba, Victor Koyadéké et Pierrot Ngazzit, pour prendre part à ce forum.

« *Motion d'ordre ! Monsieur le Président !* », répétais-je à nouveau...

J'imaginai la grande gêne du député Hubert Saulet-Yavro, dont l'implication dans la préparation et la tenue de ce forum avait été déterminante, surtout au niveau de la commission politique... Jacques Mbosso, président du grand débat national, face à mon insistance, finit par me donner la parole. Un membre du service technique m'amena le microphone-baladeur. Je me levai et de ma place, je récitai le plus calmement du monde, le *Notre Père qui es aux cieux...* Après cette prière, je fus invité à monter à la tribune.

Une occasion en or m'était ainsi offerte pour dénoncer, du haut de cette tribune, tous les profito- situationnistes présents nombreux dans la salle. M'inspirant des thèses de la glorieuse FEANF, je pourfendais les anciens camarades de lutte qui, une fois revenus au pays, avaient avalé toutes leurs belles rhétoriques révolutionnaires pour se muer en suppôts zélés de l'Impérialisme international, le même qu'ils avaient dénoncé quelques années auparavant.

Je n'eus pas fini mon intervention que le président m'intimait l'ordre de rejoindre ma place. Je réalisai, à travers cette vive réaction, que ma place n'était plus dans cette enceinte... Mon badge me fut retiré et je fus exclu de la salle avec à la clé, l'interdiction de prendre part à la suite des travaux. Toutefois, en raison de ma participation à la phase préparatoire de ce forum,

j'avais conservé mon droit aux perdiems, grâce à Joseph Mabingui. Cependant, les tristes réalités centrafricaines me contraignirent à une drôle bataille pour que le gestionnaire Mokoto me reconnaisse ce droit qui compensait mon éviction. Je fus amené, malgré moi, à poser un acte que d'aucuns qualifieraient de crapuleux, face à la tentative de ce fonctionnaire qui voulait me rouler dans la farine. Il essayait en effet, de me faire croire que mon nom ne figurait pas sur la liste des ayant droits à qui il devait verser les frais de participation. Quelques jours plus tard, je crevai les deux pneus avant de sa voiture de fonction, dans l'enceinte même de la présidence de la République, pour attirer l'attention des autorités afin que justice me soit rendue.

Cela me fait penser aujourd'hui à ces problèmes que les fonctionnaires centrafricains rencontraient à l'époque du CMRN au moment de la perception des salaires en espèces, au niveau du Trésor public. En effet, j'étais de ces fonctionnaires numéraires qui devaient faire la queue pendant des jours et des heures, avant de percevoir leurs émoluments. Beaucoup de fonctionnaires, sinon la plupart contournaient la difficulté grâce aux relations tissées avec certains agents du Trésor public. Ayant choisi de ne pas me faire ponctionner une partie du fruit de mon travail par un agent dont la tâche consiste naturellement à verser les salaires, je dus un jour, en raison de l'urgente nécessité de satisfaction des besoins vitaux de ma famille, contraint de briser avec le manche de mon parapluie, les vitres d'un guichet du Trésor public. Quelle que fût la réaction que cela pouvait susciter au niveau des autorités, j'étais disposé à expliquer le sens de ce geste, quitte à supporter les frais de réparation dudit guichet ou me faire arrêter éventuellement. Je me tirai à bon compte de cette affaire qui provoqua un attroupement approuvateur de certains travailleurs au niveau du guichet dégradé, car surprise et désolation étaient la réaction du Trésorier payeur général, Jean-Baptiste Koyassambia, alerté par ses services et qui découvrait que le fonctionnaire qui venait de poser cet acte n'était que l'un de ses neveux ! Il fallait ce malheureux incident, pour que nous autres, fonctionnaires numéraires, paradoxalement des laissés-pour-compte d'un

« système de paiement des salaires », ayons gain de cause... Arsène Congé, un collègue enseignant, depuis ce jour-là, ne cesse de me remercier pour ce geste tout en me le rappelant sous forme de blague...

Je ferme cette parenthèse pour revenir aux frais de participation au grand débat national d'août 1992 que le gestionnaire avait fini par me verser. Ils avaient constitué une véritable bouffée d'oxygène pour le fonctionnaire que j'étais, eu égard à mes importants arriérés de salaires. A la date d'aujourd'hui, je suis encore de ces rares personnes qui accusent des arriérés de salaires de cette époque. Et rien ne me dit qu'un jour, je pourrais percevoir mes treize mois d'arriérés de salaire d'enseignant. La « motion de prière » - appelons la ainsi - qui m'avait permis de fustiger maladroitement, j'en conviens, tous ces cadres et intellectuels qui étaient dans les allées du pouvoir, m'avait énormément coûté. En effet, mon image avait été durablement ternie... Toutefois, je pense honnêtement avoir mis le doigt sur la gangrène qui rongait, qui ronge et qui rongera encore notre pays, à savoir la boulimie de nos cadres pour les postes juteux dans la fonction publique et dans les entreprises d'état et d'économie mixte.

## CHAPITRE II

### Les chimères du Changement

Le grand débat national a été marqué par la mobilisation d'importants moyens financiers mis en jeu pour permettre aux délégués de participer de manière sereine aux assises. Le montant des perdiems vont de dix mille francs (10 000 FCFA) pour le simple délégué, à presque cent mille francs (100 000 FCFA) par jour, pour chaque membre du Bureau. Au point où certains voudraient bien voir ces assises se prolonger indéfiniment...

Malgré les recommandations pertinentes que les délégués avaient adoptées après une analyse assez sérieuse de la situation politique, économique et sociale du pays, la volonté manifeste de l'opposition politique pour un véritable changement au niveau des institutions n'avait pas été altérée. Après l'échec de la convocation de la conférence nationale souveraine, une lutte allait donc être menée pour que le général Kolingba soit battu à l'issue des élections qui devraient suivre la tenue de ce grand débat.

Fer de lance dans cette lutte, les travailleurs, sous la direction des responsables syndicaux les plus en vue, Théophile Sonny-Colé et Jacquesson Mazette, engagèrent des actions multiformes. Les grèves illimitées eurent pour conséquences la désorganisation de l'économie, l'assèchement des ressources de l'état et la destruction du système éducatif. Les fonctionnaires et agents de la fonction publique, à la veille des élections du 25 octobre 1992, accusèrent treize mois d'arriérés de salaires.

Le front syndical, miné par une guerre de leadership vit voler en éclat son unité et Jacquesson Mazette, secrétaire général de la Fédération syndicale des enseignants de Centrafrique (FSEC - USTC), membre du Bureau politique du MLPC et ses amis se retirèrent de l'Union syndicale des travailleurs de Centrafrique (USTC), la première centrale syndicale du pays. L'Organisation des syndicats libres du secteur public (OSLP) naquit de cette scission. Le secrétaire général de l'USTC, Théophile Sonny-Colé

ne pouvait que prendre acte des conséquences de l'alignement politique de l'un de ses secrétaires généraux de fédération...

L'opposition politique ne fut pas non plus épargnée par des velléités hégémoniques au niveau de ses principaux leaders. David Dacko, Abel Goumba et Ange Félix Patssé, face au régime RDC du général Kolingba, évoluaient en ordre dispersé. Le manque de confiance entre ces trois personnalités de l'opposition avait atteint un point tel qu'elles ne s'adressaient même plus la parole, ce qui était préjudiciable à toute action politique concertée, gage de victoire aux futures élections. Grâce à l'habileté et la perspicacité d'Olivier Gabirault et de Maître Nicolas Tiangaye, président de la LCDH, ces trois leaders furent amenés à privilégier l'intérêt supérieur du pays à l'issue d'une rencontre au Centre protestant pour la Jeunesse (CPJ) au cours de laquelle l'Union des forces acquises au Changement (UFAC) avait été mise en place. Ce qui permit à l'opposition de négocier avec le pouvoir et le pays put ainsi aller aux élections de manière apaisée en 1993.

La grande pagaille observée dans l'organisation des élections présidentielle et législatives de 1992, amena toute la classe politique à demander leur annulation. Elles le furent par une décision de la Cour suprême, rendue le 29 octobre 1992. Le consensus national observé à l'issue de ces consultations eut pour corollaires la prolongation du mandat du président de la République et la création, le 17 janvier 1993, du Conseil national politique provisoire de la République (CNPPR). La République centrafricaine, en cette année 1993, vivait une situation inédite. Le chef de l'état, le général André Kolingba était pratiquement secondé par ce que l'on pourrait appeler, trois « vice-présidents non constitutionnels » : Abel Goumba, David Dacko et Ange Félix Patassé. Le gouvernement était dirigé par le Premier ministre Dérant-Enoch Lakoué, président du Parti social-démocrate (PSD), dès le 26 février 1993.

Le CNPPR qui a été l'organe exécutif de la Transition, en faisant cohabiter le général André Kolingba, le professeur Abel Goumba, le président David Dacko et Ange Félix Patassé, a eu le mérite de permettre au pays d'attendre dans un calme relatif

l'organisation des nouvelles élections dont le premier tour eut lieu le 22 août 1993.

La création de ce Conseil national politique provisoire de la République signifiait l'agonie du CCCCN et le coup de grâce à la démarche unitaire de l'opposition aux élections présidentielles. La majorité des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile mirent alors en place un nouveau cadre de travail, la Concertation des forces démocratiques (CFD), placée sous la présidence du professeur Abel Goumba.

Le MLPC, représenté au plus haut sommet de l'Etat avec Ange Félix Patassé au CNPPR, et, avec son prolongement au sein du monde des travailleurs à travers la centrale syndicale OSLP de Jacquesson Mazette, la route du Changement était tout ouverte...

Les élections présidentielles de 1993 avaient permis de jauger le militantisme et l'activisme des membres des partis politiques. Alors que les quatre grands partis distribuaient des tee-shirts et avaient des grandes affiches en couleur, le plus souvent importés, les militants du MLPC très actifs, se faisaient confectionner eux-mêmes des tee-shirts à l'effigie de leur leader ou photocopiaient, en noir et blanc, sur du papier A4, la photo de Patassé, pour la placarder sur les arbres ou les portes des maisons. Cet engagement n'était pas loin de cet autre fanatisme de l'ayatollah Khomeiny en Iran, lors de la chute du Shah. Je revois encore ce compatriote du quartier Sara qui, après avoir affiché une photographie de Patassé sur un manguier, s'est mis dans une position de prière, les deux mains jointes sous le menton, à genoux, pour contempler l'image de son leader.

Ainsi, on peut affirmer que le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) du général André Kolingba, le Parti social-démocrate (PSD) de Dérant-Enoch Lakoué, le Front patriotique pour le progrès (FPP) du professeur Abel Goumba, le Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD) de David Dacko avaient des budgets conséquents alors que le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) d'Ange Félix Patassé pouvait, en plus des dons peut-être aussi conséquents de pays étrangers dont la Libye, compter sur le

sacrifice et la détermination de ses militants pour se doter de gadgets électoraux. Le discours populiste du leader du MLPC avait galvanisé une importante frange de la population...

Parmi les faits majeurs qui avaient marqué la campagne électorale en 1993, on retiendra le fameux cri messianique « mbi ga awè ! » de Patassé, sa promesse de faire battre la monnaie en Centrafrique que reprenait en écho Marabéna avec le « nguinza ayèkè ga panh ! » qui peut être traduit par « l'argent coulera à flot », l'exaltation de la paix ou « siriri » de Kolingba et la longue diatribe philosophique en sango, contre « la paix qui n'est pas une denrée alimentaire » d'Elois Anguimaté, président de la Convention nationale (CN), n'y feront pas le poids. Grâce à Nestor Kombot-Naguémon, précédemment ambassadeur de la République centrafricaine en Allemagne et président du Parti libéral démocrate (PLD), le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), entra en possession d'un film réalisé en Allemagne, faisant état des accointances de Patassé avec des milieux mafieux... Des images de Patassé assorties de la croix gammée, éditées en grand nombre, furent distribuées afin d'attirer l'attention des électeurs sur la nécessité de faire le bon choix. Quant au président du PSD, Dérant-Enoch Lakoué, affublé du sobriquet « kugbé ti mango » ou feuilles de manguier, il eut en effet la maladresse, en sa qualité de Premier ministre, de dire en sango, aux travailleurs en grève qu'il ne pouvait pas payer les salaires avec des « kugbé ti mango », car les caisses de l'Etat étaient désespérément vides.

Le général André Kolingba au pouvoir ainsi que son prédécesseur David Dacko furent éliminés dès le premier tour et le candidat du MLPC affronta, au second tour, Abel Goumba, candidat de la Concertation des forces démocratiques (CFD).

Ange Félix Patassé, candidat du Mouvement de la libération du peuple centrafricain (MLPC), de retour au pays en 1992, après dix années d'exil au Togo, remporta au second tour les élections présidentielles du 19 septembre 1993 avec 53,49% des suffrages exprimés. Il était opposé au professeur Abel Goumba, candidat de la CFD et qui avait recueilli 46,51% des voix.

<b>Candidats</b>	<b>Pourcentages de voix</b>	<b>Partis ou Groupement</b>
PATASSE Ange Félix	37,3 %	MLPC
GOUMBA Abel	21,7 %	CFD
DACKO David	20,1 %	MDD
KOLINGBA André	12,1 %	RDC
LAKOUE Dérant Enoch	2,4 %	PSD
MALENDOMA Timothée	2,0 %	FC
BOZIZE François	1,5 %	Indépendant
ROLLAND Ruth	1,0 %	PRC

### **Résultats du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles du 22 août 1993**

A ce stade d'analyse, on peut affirmer sans crainte que l'un des premiers fruits de la Démocratie aura été ce premier changement au plus haut sommet de l'Etat et qui a eu lieu dans le calme. La République centrafricaine connut ainsi la première alternance politique et un président sortant, régulièrement battu à l'issue d'élections démocratiques, allait organiser la cérémonie d'investiture d'un président entrant.

L'avènement de Patassé à la magistrature suprême de l'Etat était porteur d'espoirs :

- Espoir des travailleurs qui, par des grèves et malgré des souffrances consécutives aux treize mois d'arriérés de salaire, avaient non seulement pris une part décisive à la victoire, mais étaient déterminés à relever le défi du développement et avaient repris le travail, sans conditions ;
- Espoir des étudiants dont les arriérés de bourse avaient été assimilés à une « goutte d'eau » par Patassé ;
- Espoir des travailleurs à la retraite dont les pensions n'étaient plus une priorité du Trésor public ;

- Espoir dans les villages, dans les provinces qui attendaient l'enlèvement des produits agricoles récoltés depuis des mois ;

- Espoir pour tout le peuple qui aspirait à conjuguer au présent de l'indicatif, et chaque jour que Dieu fait, les cinq verbes du Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) de Barthélemy Boganda, à savoir : se nourrir, se soigner, se vêtir, s'instruire et se loger.

Après les illusions de l'indépendance de 1960, enfin l'espoir pouvait être permis avec le « CHANGEMENT » de 1993. Même ceux qui n'avaient pas voté pour Patassé, espéraient une vie meilleure. Car l'avènement de Patassé n'était pas consécutif à un coup d'Etat. Démocratiquement élu, il était le président de toutes les Centrafricaines et de tous les Centrafricains.

Les réserves, du reste légitimes, exprimées par Abel Goumba le 14 août 1960 devant l'Assemblée nationale, ne pouvaient-elles pas être levées, grâce au Changement ? En effet, ce leader disait : *« l'indépendance ne nous permettra pas de résoudre les problèmes complexes que pose l'évolution des territoires africains, surtout lorsqu'il s'agit d'une indépendance nominale, surtout lorsqu'il s'agit d'une indépendance qui ne repose sur aucun développement économique viable, sur aucune structure administrative et technique issue du pays. »*

Les compétences nationales, dans le Centrafrique du Changement en 1993, étaient sans commune mesure avec la situation au lendemain de l'Indépendance nominale de 1960. Des cadres, le pays en comptait, dans tous les domaines et ils provenaient de toutes les régions. Si le nouveau pouvoir avait su faire montre d'une réelle volonté politique de développement social, économique et culturel, concrétisée par une utilisation rationnelle de toutes les compétences nationales, le Centrafrique aurait pu s'octroyer un bon départ...après les ratés de 1960 !

En 1993, le peuple de Centrafrique avait témoigné de sa maturité politique à travers cette première alternance politique. Les faits et événements qui allaient pourtant émailler la vie politique nationale au lendemain de la victoire du président Patassé, participent à la compréhension du tort que les filles et

fils du Centrafrique, à des degrés divers et de manière consciente ou inconsciente, avaient causé à leur pays.

Une semaine après l'attribution du prix Nobel de la paix à Nelson Mandela et à Frederik De Kerk, le 15 octobre 1993, la République centrafricaine, à la faveur de la prise de fonction du président Patassé, aurait pu marquer l'actualité mondiale... En effet, le vendredi 22 octobre 1993, le général André Kolingba, président battu et sortant, organisait l'investiture de Ange Félix Patassé, président élu et entrant. Cet événement devrait constituer, non seulement une avancée démocratique, mais aussi et surtout, l'inscription de la Nation de manière irréversible sur le chemin du renforcement de la paix et la consolidation de l'unité nationale. Si Nelson Mandela et Frederik De Klerk étaient rentrés par la grande porte dans l'histoire de l'Afrique du Sud, voire mondiale, pour avoir été les artisans de la démocratisation dans leur pays, Ange Félix Patassé et André Kolingba allaient, quant à eux, malgré l'événement historique de la passation de pouvoirs dans le calme, par contre symboliser « les principales sources de tension » en République centrafricaine.

Alors que les vingt et neuf années d'emprisonnement à Roben Island n'avaient pas développé un relent de revanche chez Mandela, les dix années d'exil de Patassé à Lomé au Togo allaient sous-tendre le règne de terreur et de règlement de comptes du chantre du Changement... Et ce fut peut-être ce qui l'avait poussé à violer la loi, le jour même de son investiture, en levant la main gauche, au lieu de la main droite, pour prêter serment sur la Constitution de la République. Sous d'autres cieux, on aurait pu reprendre cette cérémonie de prestation de serment pour que les dispositions constitutionnelles soient respectées à la lettre.

Au lendemain de la prise de fonction effective du nouveau président, Radio Centrafrique diffusait quotidiennement la liste des nouveaux « patrons du pays. » Le sport favori de l'homme de la rue et surtout des fonctionnaires et agents de l'état, était de suivre le « journal parlé » de 13H00 où une large part était consacrée à la lecture des décrets de nomination et de